

JAAC 60.124

Déc. de la Comm. eur. DH du 12 avril 1996, déclarant irrecevable la req. N° 22940/93, Daniela Fornaciari, Claudio Gianettoni und Francesco Fornaciari c / Suisse

Nom de famille. Refus d'autoriser un enfant à porter les noms de ses deux parents non mariés comme nom de famille.

Art. 25 CEDH. Qualité de victime.

Seul l'enfant, et non pas les parents, est directement touché par le refus opposé à sa demande en changement de nom.

Art. 8 CEDH. Droit au respect de la vie familiale.

La réglementation du droit du nom tombe dans le champ d'application de cette disposition (confirmation de la jurisprudence). Celle-ci peut également engendrer des obligations positives de la part des Etats. La limitation consistant à transmettre aux enfants le patronyme de l'un des parents seulement n'est pas excessive, de sorte que le refus des autorités opposé à la demande de l'enfant ne constitue pas en l'espèce un manquement au respect de sa vie familiale.

Familiennamen. Weigerung, einem Kind die Führung der Namen beider unverheirateter Elternteile als Familiennamen zu bewilligen.

Art. 25 EMRK. Opfereigenschaft.

Nur das Kind, nicht aber die Eltern sind durch die Ablehnung des Namensänderungsgesuchs beschwert.

Art. 8 EMRK. Recht auf Achtung des Familienlebens.

Die Regelung des Namensrechts fällt unter diese Bestimmung (Bestätigung der Rechtsprechung), welche für die Vertragsstaaten auch positive Verpflichtungen beinhalten kann. Die Regelung, wonach das Kind nur einen der beiden Familiennamen seiner Eltern erhält, stellt keine übermäßige Beschränkung dar, so dass die Ablehnung des Gesuchs des Kindes im vorliegenden Fall keine Verletzung seines Anspruchs auf Achtung des Familienlebens darstellt.

Cognome. Rifiuto d'autorizzare un figlio a portare come cognome entrambi i cognomi dei genitori non coniugati.

Art. 25 CEDU. Qualità di vittima.

Soltanto il figlio, e non però i genitori, è direttamente toccato dal rifiuto della domanda di cambiare cognome.

Art. 8 CEDU. Diritto al rispetto della vita familiare.

Il disciplinamento del diritto al cognome entra nel campo d'applicazione di questa disposizione (conferma della giurisprudenza). Quest'ultimo può contenere anche obblighi positivi da parte degli Stati contraenti. La limitazione consistente nel trasmettere al figlio soltanto il cognome di uno dei genitori non è eccessiva, così che il rifiuto delle autorità opposto alla domanda del figlio non costituisce, in casu, mancanza di rispetto della sua vita familiare.

Les trois requérants se plaignent de ce que la décision des autorités suisses refusant à un enfant dont les parents ont des patronymes différents l'autorisation de porter un double nom, dans le but de permettre l'identification avec les deux parents, a méconnu l'art. 8 CEDH.

Les deux premiers requérants [parents du troisième requérant] invoquent également l'art. 14 CEDH. A cet égard, ils allèguent que l'impossibilité de porter un double patronyme fonde une discrimination entre enfants selon que les parents sont mariés ou vivent maritalement ainsi qu'entre les parents suivant que le patronyme prévalant au sein d'une famille est celui du père ou de la mère.

EN DROIT

1. Dans la mesure où les griefs sont présentés par les deux premiers requérants, la Commission souligne d'emblée qu'aux termes de l'art. 25 CEDH, elle «peut être saisie d'une requête (...) par toute personne physique (...) qui se prétend victime d'une violation par l'une des Hautes Parties contractantes des droits reconnus dans la convention (...)».

Il y a lieu de rappeler à cet égard que le terme «victime» désigne en principe la personne directement concernée par l'acte ou l'omission litigieux (déc. du 16 janvier 1995 sur la req. N° 15117/89, DR 80-A, p. 5).

Or la Commission relève en l'espèce que la demande en changement de nom a été introduite devant les autorités suisses par le troisième requérant et que les deux premiers requérants n'étaient dès lors pas partie à la procédure interne. La Commission observe par ailleurs que l'action visait à obtenir la modification du patronyme du troisième requérant et que son issue n'a pas directement affecté les deux premiers requérants.

Dans ces circonstances, la Commission estime que les deux premiers requérants ne sauraient prétendre à la qualité de victime au sens de l'art. 25 CEDH.

Il s'ensuit que la requête, en tant qu'elle a été introduite par les deux premiers requérants, est incompatible *ratione personae* avec les dispositions de la convention et doit être rejetée conformément à son art. 27 § 2.

2. Le troisième requérant se plaint de ce que le refus opposé par les autorités suisses à sa demande en modification du nom, dans le but de porter un double patronyme permettant de l'identifier avec ses deux parents, a méconnu l'art. 8 CEDH, qui dispose:

«1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.

2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.»

La Commission rappelle que, bien que l'art. 8 CEDH ne contienne pas de disposition explicite en matière de nom, celui-ci n'en concerne pas moins la vie privée et familiale de l'individu, laquelle doit être conçue comme englobant le droit de nouer des relations avec ses semblables (arrêt *Burghartz* du 22 février 1994, Série A 280-B, p. 28, § 24).

Le refus des autorités suisses d'autoriser le troisième requérant à adopter un nouveau patronyme ne saurait nécessairement passer pour une ingérence dans l'exercice de son droit au respect de sa vie privée. En effet, si l'art. 8 CEDH tend pour l'essentiel à prémunir l'individu contre des ingérences arbitraires des pouvoirs publics, cette disposition peut également engendrer des obligations positives de la part des Etats contractants. La frontière entre obligations positives et négatives ne se prête pas à une définition précise; dans les deux cas, il faut avoir égard au juste équilibre à ménager entre les intérêts concurrents de l'individu et de la société dans son ensemble (arrêt *Stjerna* du 25 novembre 1994, Série A 299-B, p. 60 et 61, § 38).

Il est admis qu'il peut exister de justes motifs conduisant un individu à désirer changer de nom; toutefois, des restrictions légales à pareille possibilité se justifient dans l'intérêt public, par exemple, afin d'assurer un enregistrement exact de la population ou de sauvegarder les moyens d'une identification personnelle. La Cour a par ailleurs précisé que les Etats contractants jouissent d'un large pouvoir d'appréciation et que les organes de la convention n'ont pas pour tâche de se substituer aux autorités compétentes internes pour définir la politique la plus opportune en matière de changement de patronyme (arrêt *Stjerna* précité, p. 61, § 39).

En l'espèce, la Commission relève que le troisième requérant n'allègue pas que l'emploi de son nom actuel lui cause des désagréments. La Commission observe en outre que le refus des autorités suisses est conforme à la législation en vigueur et fondé sur des motifs dénués d'arbitraire. Enfin, la Commission estime que la limitation consistant à transmettre aux enfants le patronyme de l'un des parents seulement n'est pas excessive et que la finalité invoquée par le troisième requérant, en l'occurrence l'identification avec ses deux parents, ne saurait suffire à conférer le droit de changer de patronyme.

Dans ces circonstances, la Commission conclut que le fait d'avoir refusé au troisième requérant l'autorisation d'ajouter à son patronyme celui de son père ne constitue pas un manquement au respect de sa vie privée et familiale au sens de l'art. 8 CEDH.

Il s'ensuit que la requête est manifestement mal fondée et doit être rejetée en application de l'art. 27 § 2 CEDH.

**JAAC 60.124 - Déc. de la Comm. eur. DH du 12 avril 1996, déclarant irrecevable la req. N°
22940/93, Daniela Fornaciari, Claudio Gianettoni und Francesco Fornaciari c / Suisse**

| | |
|---------|---|
| In | Verwaltungspraxis der Bundesbehörden |
| Dans | Jurisprudence des autorités administratives de la Confédération |
| In | Giurisprudenza delle autorità amministrative della Confederazione |
| Jahr | 1996 |
| Année | |
| Anno | |
| Band | 60 |
| Volume | |
| Volume | |
| Seite | --- |
| Page | |
| Pagina | |
| Ref. No | 150 002 930 |

Das Dokument wurde durch das Schweizerische Bundesarchiv und die Bundeskanzlei konvertiert.
Le document a été digitalisé par les Archives Fédérales Suisses et la Chancellerie fédérale.
Il documento è stato convertito dall'Archivio federale svizzero e della Cancelleria federale.